



La Régie de l'Eau Bordeaux Métropole recrute

Juriste en droit social F/H CDI – temps plein

PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

L'eau est une ressource vitale et un bien commun.

La préservation de la ressource en eau est donc un enjeu majeur pour l'avenir et le développement de la Métropole de Bordeaux. Pour ce faire, Bordeaux Métropole a créé une entreprise publique en 2021, la « Régie de l'Eau Bordeaux Métropole ».

Notre mission : garantir une gestion maîtrisée et durable de la ressource en eau, au profit de l'intérêt général au sein de la métropole bordelaise. Début 2026, l'Assainissement Collectif et les Eaux pluviales nous rejoindront, impliquant l'intégration des nouvelles équipes.

Dans ce cadre, un programme assainissement est mis en place dès fin 2023 pour préparer le transfert de l'activité et du personnel dédié, ceci représentant une augmentation de 50% des effectifs de la Régie. Afin de renforcer l'équipe juridique, en particulier sur le volet relations sociales, nous recrutons un juriste en droit social en contrat à durée indéterminée.

MISSIONS PRINCIPALES

Rattaché(e) au responsable juridique et relations sociales de la Régie de l'Eau Bordeaux Métropole, vous assurerez, avec son support, une mission de préparation des conseils à la fois techniques et stratégiques sur l'ensemble des dossiers sociaux individuels et collectifs.

Vous participez à la qualité du dialogue social dans l'entreprise nécessaire à la mise en œuvre des projets de la Régie.

Vous serez amené(e) à préparer les réunions du Comité Social et Economique (CSE) et les négociations collectives.

Au sein de l'équipe RH, vous aurez en charge :

Relations Individuelles

- Assurer, en lien avec le responsable juridique, la gestion et le suivi de procédures individuelles (vie du contrat de travail, procédures disciplinaires avec tenue du conseil de discipline...)
- Gérer le suivi des pré-contentieux et contentieux (élaboration des dossiers, relecture de conclusions des avocats...)

Relations Collectives

- Organiser et préparer les réunions du CSE (convocation, envoi des documents d'information...) ainsi que des commissions (CSSCT...). Vous participerez aux réunions de ces instances

- Assurer la conformité et la mise à jour de la BDESE à la Régie
- Mise à jour du calendrier des consultations récurrentes en conformité avec les obligations légales
- Réponse aux réclamations du personnel
- Préparer les réunions de négociations sociales et assurer la rédaction des accords collectifs en particulier dans le cadre de la négociation d'accords de substitution en 2026
- Gérer les relations avec l'inspection du travail, la médecine du travail...
- Participer au bon dialogue social et à la bonne gestion des relations sociales, contribuer à l'analyse et la sécurisation juridique des projets sociaux, tout en développant une approche opérationnelle
- Assurer la communication sociale

Veille sociale et assistance juridique

- Assurer la veille juridique en matière de droit social, sensibiliser sur l'évolution du cadre réglementaire (note juridique, procédures...), participer à la formation des équipes RH et managériales
- Apporter des conseils juridiques et accompagner l'équipe RH et les managers sur des problématiques individuelles ou collectives (application de la réglementation sociale, relations contractuelles ...)
- Contribuer à des projets RH et à l'accompagnement du changement
- Elaboration de documents d'information à destination des managers

PROFIL RECHERCHÉ

Bac +5 en droit social.

Poste ouvert à un profil junior, avec une première expérience réussie dans un poste de juriste en droit social avec des relations sociales.

Maîtrise du droit du travail privé, la connaissance des spécificités des collectivités territoriales serait un plus.

Aptitudes personnelles : autonomie, force de proposition, pédagogie, pragmatisme, rigueur, esprit d'équipe, capacité d'adaptabilité, sens de la négociation, excellentes capacités rédactionnelles.

CONDITIONS ET AVANTAGES

Cadre forfait jour - temps plein

Lieu de travail : Bordeaux centre – participation aux frais de transports en commun et mobilités douces

Rémunération annuelle brute fixe entre 33 000 € et 36 000 € + variable (prime d'engagement et intéressement) selon profil

Titres restaurant

Protection sociale avantageuse (mutuelle et prévoyance)

Poste éligible au télétravail

Nous vous remercions par avance d'envoyer votre CV ainsi qu'une lettre de motivation à : recrutement@leaubordeauxmetropole.fr